

ARRÊTONS LE GASPILLAGE !

Ces dernières semaines, l'actualité a été encore une fois marquée par **les conséquences de la crise économique et de la crise de l'euro : les chiffres du chômage** en forte progression, notamment en Bretagne avec plusieurs plans sociaux (Doux, PSA Rennes...), la situation non-stabilisée de plusieurs pays européens (Espagne, Grèce, Italie, Portugal,...) et l'action des gouvernements et de la BCE pour essayer de rassurer analystes et investisseurs (les marchés). Depuis maintenant 4 ans, nous traversons **une crise d'une exceptionnelle gravité**.

Nos concitoyens la vivent au quotidien avec une réelle angoisse, et ils attendent des acteurs politiques, économiques et sociaux des réponses à la hauteur des défis.

Ils sont notamment très attentifs à tout ce qui touche à la bonne ou à la mauvaise utilisation de l'argent public qui, rappelons-le, provient essentiellement des impôts et des emprunts.

Dans cet esprit, les rapports de la Cour des comptes ou le récent livre du député socialiste René Dosière, «L'État au régime», comme différents articles ou dossiers parus dans la presse (par exemple, « Les dépenses des collectivités locales » dans Le Point du 13 septembre) proposent un certain nombre de solutions **pour réduire intelligemment les dépenses publiques**.

Au-delà des raisons historiques, culturelles, environnementales, économiques et tout simplement de bon sens, qui justifient la réunification de la Bretagne, c'est bien aussi **cette exigence d'une gestion plus rigoureuse des dépenses publiques** qui nous anime.

En effet, **le retour de la Loire-Atlantique dans sa région d'origine ouvre la voie à l'effacement de l'actuelle région administrative des Pays de la Loire** et à la réorganisation du Nord-ouest du pays, non plus en 6 régions comme c'est le cas actuellement, mais en seulement 4 régions plus grandes, plus cohérentes et plus puissantes... et globalement à terme évidemment **moins coûteuses en fonctionnement...**

Si, quelques jours avant « les États généraux de la démocratie territoriale », lors d'une conférence de presse des parlementaires « Europe Ecologie Les Verts », le député du Morbihan Paul Molac a présenté le projet de recomposition du Nord-ouest, nous avons pu constater que, lors des deux journées (les 3 et 4 octobre) de ces mêmes « États généraux » à Paris, la recomposition des régions et, en particulier, la réunification de la Bretagne, n'ont pas été du tout abordées...

Pour autant, nous gardons l'espoir que Marylise Lebranchu, la ministre chargée de la réforme de l'État et de la décentralisation, et Jean-Yves Le Drian, ministre

de la défense, portés par leurs fortes convictions bretonnes, sauront expliquer et convaincre les plus hauts responsables de l'État, François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Jean-Pierre Bel, président du Sénat, et les parlementaires des régions voisines, de la pertinence et de la modernité de la recomposition du Nord-ouest en 4 régions à dimension à la fois humaine et européenne, et de la nécessité d'ouvrir ce chantier dans le cadre du projet de loi de « La nouvelle réforme de la décentralisation » qui sera présenté au Conseil des ministres puis au parlement, probablement d'ici novembre.

Car en effet, face à la crise, il s'agit bien de montrer qu'il est possible de réformer avec ambition et courage, et de faire évoluer notre pays et nos régions vers plus de cohérence, plus de rigueur de gestion et plus d'efficacité.

Pour notre part, nous allons :

- poursuivre notre mobilisation: le 4-pages joint à ce numéro, « Acte 3 de la décentralisation », a été adressé à tous les sénateurs de France et distribué lors de la rencontre départementale en Loire-Atlantique des « États généraux de la démocratie territoriale »...

- prendre de nouvelles initiatives et participer à celles qui nous seront proposées, afin de rassembler toutes les énergies qui le souhaiteront, **au service de la légitime et nécessaire réunification de la Bretagne**.

AU SECOURS ! LE GRAND OUEST ARRIVE !

Qui prenait au sérieux Jean Marc AYRAULT, alors maire de Nantes, quand il répondait à la demande de réunification de la Bretagne en renvoyant ses interlocuteurs vers l'idée de « Grand Ouest » ?

Peu de monde chez les Bretons a cru en la menace.

Assurément pas les géographes qui savent, eux, que l'on n'assemble pas les êtres humains au gré des inspirations des technocrates.

Encore moins les humanistes qui pensent qu'il en va des collectivités comme des humains : on ne les marie plus selon l'humeur du prince, pardon, de Monsieur le Maire, mais bien selon leurs personnalités et surtout leurs amours.

Les Bretons ont levé les épaules: rien à craindre de cette idée saugrenue de « Grand Ouest », partagée par quelques politiques en mal d'inspiration !

Et puis, le mariage forcé n'existant plus pour les humains, pourquoi l'appliquerait-on aux régions ?

C'est oublier le sort de la Loire-Atlantique, arrachée à la Bretagne et mariée de force à ses voisines, auxquelles on n'a pas plus demandé leur avis.

Saugrenue ou pas, cette idée du « Grand Ouest » est toujours dans la tête du même homme, sauf qu'il est maintenant premier ministre, et elle reste plus que jamais sa vision de l'aménagement du territoire.

Il rêve d'une métropole, Nantes, créatrice de profit et d'activité à 80 kilomètres à la ronde et de désert au-delà, appuyée sur de faibles régions administratives ou une plus grosse, tout aussi affaiblie par son obésité et son absence d'identité.

La menace devient très sérieuse.

Nous avons des avertissements : face à la demande de référendum pour la réunification, le Président Hollande a déclaré qu'il faudrait l'accord de tous les élus pour changer les limites des régions, autrement dit celui de Monsieur AYRAULT, autrement dit JAMAIS.

Mais a-t-il dit NON à Monsieur AYRAULT et à sa fusion des deux régions Bretagne et Pays de la Loire ?

L'absence de réunification ne sera pas le statu quo !

Que les idiots qui se réfugient dans cette idée à la pauvreté confortable renoncent à cette croyance : pour s'opposer à la réunification de la Bretagne, c'est le « Grand Ouest » que l'on prépare.

Réjouissez-vous, Bretons, vous serez bientôt réunis ... mais dans une région « Grand Ouest » étalée de Brest au Mans, voire étendue au Poitou-Charentes et à une partie de la Normandie.

Ce « Grand Ouest », aux accents d'indicatif téléphonique et qui n'aura aucun autre sens que « d'être totalement à l'ouest » aura un impact direct et immédiat pour la Bretagne et sa culture.

Adieu, veau, vache et subventions pour la langue ou la culture bretonnes.

Qui peut penser que les Sarthois, aussi amicaux soient-ils, vont privilégier notre culture ?

Qui peut penser que les Vendéens seraient assez bêtes pour donner de

l'argent pour sauver notre langue avec laquelle ils n'ont aucun lien ?

Quel imbécile peut croire que les Angevins vont casser leur tirelire pour aider les écoles DIWAN ? Ils refuseront de payer. Qui leur donnerait tort ?

Entendu au sujet de la Bretagne, lors des rencontres du Val de Loire, le 3 octobre 2012, venant d'un responsable d'une association proche des Pays de la Loire, interpellé par un de nos membres sur la gabegie financière de cette région :

« Vous rendez-vous compte de la gabegie financière concernant la signalétique bilingue ?

« ... concernant l'enseignement de la langue bretonne ?

« ... concernant la culture, les bagadous, etc. ?

Sans doute cet argent serait-il tellement mieux employé à créer une identité « ouestienne » à l'instar de la région des Pays de la Loire, assemblage technocratique des années cinquante, de morceaux de Bretagne, de Poitou, de Maine et d'Anjou, qui dépense sans compter depuis des décennies pour tenter vainement de créer une identité « ligérienne » !

Notre seul espoir est que chaque Breton investi dans la défense de la culture et de la langue comprenne que la priorité absolue est la réunification de la Bretagne, rien que la Bretagne, toute la Bretagne.

La réunification est le seul rempart contre le cauchemar territorial d'une région Pays de la Loire déjà surendettée par ses délires identitaires qui, cette fois-ci en version « King Size », sonnerait le glas de la renaissance culturelle bretonne.

Le territoire de la Bretagne : le combat pour la réunification

Par Pierre-Yves Le Rhun, géographe, agrégé de l'Université

Partie 1 - Histoire de la réunification de la Bretagne de 1972 à 2001

La question de la réunification de la Bretagne s'inscrit dans le combat multiséculaire des Bretons pour maintenir leur identité originale face à un État centralisateur qui persiste à croire que la diversité culturelle et que l'autonomie de ses territoires constituent un danger pour l'unité de la République. Pourtant, dans les États voisins, elles sont considérées comme sources de richesse et comme une avancée démocratique

Les départements effacent la Bretagne

Le Traité d'Union de **1532** incorpora le Duché de Bretagne dans le royaume de France en lui garantissant une certaine autonomie à laquelle veillait le Parlement de Bretagne.

Son territoire fut intégralement conservé ainsi que ses limites historiques qui sont restées stables du 11^e siècle jusqu'à la Révolution de **1789**.

Dans son souci de faire disparaître l'héritage de l'Ancien Régime, l'Assemblée constituante remplace les provinces par des départements les plus uniformes possibles.

Le Duché de Bretagne est divisé en cinq départements. Toutefois, à la demande des députés bretons, ses anciennes frontières sont presque reprises pour tracer les limites de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure, de sorte que la fusion des cinq départements bretons permettrait de reconstituer la Bretagne historique.

Mais la départementalisation ne pouvait pas modifier l'identité des habitants ni leur attachement à leur territoire de vie.

Sous la maille artificielle de départements affublés de noms géographiques, la Bretagne continua

à exister dans la conscience des habitants de ses cinq départements, mais privée de toute expression politique qui lui soit propre.

Les conseils généraux bretons ne pouvaient pas s'adresser ensemble au pouvoir central car les préfets mis en place par Napoléon contrôlaient leurs ordres du jour.

Tronçonnée en départements ligotés par le pouvoir central appliquant le principe « *Diviser pour régner* », la Bretagne subit ce régime pendant un siècle et demi, car les Troisième et Quatrième Républiques ne changèrent rien au centralisme napoléonien.

La décentralisation passe par la régionalisation

Au lendemain de la guerre **39-45** s'imposa l'idée que, pour limiter la croissance de Paris, il fallait favoriser l'expansion des grandes villes de province notamment en leur conférant le rôle de capitales régionales.

Mais quelles régions ? et de quelle taille ? Par peur du poids de grandes régions, le pouvoir central préféra des petites.

Un précédent existait : le **30 juin 1941**, le décret N°2727 du Gouvernement de Vichy créait des régions, mais en séparant la Loire-Inférieure des autres départements bretons.

Dès le lendemain, les élus nantais protestaient et le peintre Michel Noury, avec des étudiants, organisait une manifestation symbolique devant la statue d'Anne de Bretagne à Nantes. L'objectif de Vichy se limitait à organiser le ravitaillement, et ses régions furent balayées par la libération de la France.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ÉTAT FRANÇAIS		1 ^{er} Juillet 1941
DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES		
VICE-PRÉSIDENCE DU CONSEIL		
N°s 2727 et 2736. - Décrets du 30 juin 1941 attribuant à certains préfets les pouvoirs des préfets régionaux et portant division du territoire pour l'exercice de ces pouvoirs.		
Nous, Maréchal de France, chef de l'État Français,		
Vu la loi du 19 avril 1941 instituant des préfets régionaux ;		
Sur le rapport du ministre secrétaire d'État à l'Intérieur,		
Décrétons :		
Art. 1 ^{er} - Sont attribués aux préfets du Loiret, d'Ille-et-Vilaine, de Maine-et-Loire et de la Vienne les pouvoirs des préfets régionaux définis par la loi du 19 avril 1941. Les régions placées sous l'autorité des préfets régionaux désignés au para-		
graphe 1 ^{er} du présent article prennent respectivement le nom de région d'Orléans, de Rennes, d'Angers et de Poitiers.		
Art. 2. - Pour l'exercice de ces pouvoirs le territoire est divisé de la façon suivante :		
Région d'Orléans. - Loiret, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Indre (partie occupée), Cher (partie occupée).		
Région de Rennes. - Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan.		
Région d'Angers. - Maine-et-Loire, Loire-Inférieure, Mayenne, Sarthe, Indre-et-Loire (partie occupée).		
Région de Poitiers. - Vienne (partie occupée), Deux-Sèvres, Vendée, Charente-Inférieure, Charente (partie occupée).		
Art. 3. - Le vice-président du conseil, ministre secrétaire d'État à l'Intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.		
Fait à Vichy, le 30 juin 1941.		
PH. PÉTAIN		
Par le Maréchal de France, chef de l'État français :		
L'amiral de la flotte, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'État à l'Intérieur.		
A. DARLAN.		

1956 : la mise en place des régions de programme crée le découpage régional actuel qui, pour la Bretagne, reprend la partition décidée en **1941** par Vichy. Présentée comme une mesure d'aménagement du territoire, elle ne suscite guère d'émotion d'autant que l'éphémère partition de **1941** est bien oubliée. En **1968** le président Ch. De Gaulle consulte les conseils généraux sur leurs préférences régionales mais son projet de régionalisation capote avec le non au référendum de **1969**. Dommage, car il aurait probablement reconstitué la Bretagne. A cette occasion, Michel Noury fonda le «*Comité Nantes en Bretagne*» qui multiplia les contacts avec la presse et les décideurs.

1972 : les régions deviennent des établissements publics sous étroite tutelle de l'État.

Le président Pompidou consulte une nouvelle fois les conseils généraux. Ceux de Bretagne souhaitaient que tous les cinq soient réunis dans une région Bretagne, mais l'Ille-et-Vilaine l'élargissait à la Mayenne et la Loire-Atlantique au Maine-et-Loire et à la Vendée.

Le gouvernement se garda bien d'organiser une concertation entre les cinq départements bretons et ces divergences secondaires lui servirent de prétexte pour conserver le découpage de **1956**.

Pour protester contre la partition, à Nantes le **6 septembre 1973**, un petit groupe de 200 personnes défila à l'appel du Centre Nantais de Culture Celtique, Kendalc'h et le Comité Nantes en Bretagne : la contestation démarre timidement.

La sensibilisation de la population reste à faire. Les nouvelles régions étant des entités administratives lointaines et obscures dans leurs compétences et dans leur périmètre.

A partir de là, une dynamique d'organisation de la contestation du découpage régional se développa sous l'impulsion de «*B5 - Fédération Bretagne 5 départements*» créée en **1974**, dont le président était Yves Lainé.

La société civile organise la contestation du découpage régional de 1972

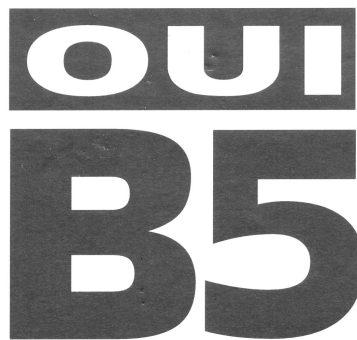
Le premier souci de B5 fut de compléter l'ouvrage-clé de Yann Poupinot «*Le sentiment d'appartenance bretonne en Loire Atlantique*», publié en **1972**, par un argumentaire économique. Furent ainsi réalisées deux brochures, «*Loire Atlantique et Bretagne, 14 questions simples*» et «*Le malentendu au sujet des cadres géographiques de décision*», ainsi qu'un montage audio-visuel «*Loire Inférieure-Atlantique-Bretonne*».

La grande pétition pour la réunification réunissait 15000 signatures en juillet 1975 et devait en réunir au total plus de 60000.

Le travail de sensibilisation aboutit à la réussite de la première «*Fête de l'unité de la Bretagne*» en **1976** rassembla plus de 5000 citoyens au château des ducs de Bretagne avec le concours de 37 organisations.

Cette dynamique fut confortée en 1977 par le conseil général de Loire-Atlantique qui réaffirma le caractère breton du département en votant à l'unanimité l'adhésion du département à la Charte Culturelle.

Ce contrat liait la «*Région de Bretagne*» à l'État pour des actions de promotion de la culture bretonne.



Grâce à ce vote, la Charte s'appliqua à l'ensemble de la Bretagne historique en dépit de la partition.

Cette même année, à l'initiative de B5, la municipalité de Saint-Nazaire vota un vœu pour la réunification puis l'ensemble des villes de Bretagne (sauf Vannes). En Loire-Atlantique les municipalités signataires représentaient les deux tiers de la population départementale, un argument de poids pour un règlement démocratique.

La mobilisation de la société civile déboucha sur la création d'un «*Comité d'organisation des Fêtes de l'unité de la Bretagne*» qui devait organiser la marche de Saint-Nazaire en **1977**, puis de nouvelles «*Fêtes de l'unité*» à Nantes en **1978** et **1980**.

Rapidement s'imposa l'idée qu'il fallait élargir cet objectif et transformer le COFUB en un «*Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne*» qui fut créé lors d'une réunion le **21 juin 1980** à Ti-Kendalc'h (Saint-Vincent sur Oust). Cette fédération d'associations chargée de coordonner la lutte fut présidée par Patrick Mareschal de **juin 1980 à février 1983**.

Avant l'élection présidentielle de 1981, les socialistes bretons manifestent leur engagement pour l'unité de la Bretagne en se regroupant dans le BREIS à l'échelle des 5 départements, et le candidat F. Mitterrand en **1974** avait écrit à Y. Lainé, président de B5 : «*Je pense personnellement qu'il faut revoir les limites géographiques des Régions selon des modalités démocratiques...qui seront définies, si je suis élu, par un projet de loi de réforme régionale*». Sur cette base le CUAB intervient activement dans la campagne.

Dès l'élection de F. Mitterrand, le CUAB organise une «*Marche de l'Unité*» à Nantes le **11 octobre 1981** qui rassemble plus de 8000 personnes venues de toute la Bretagne et de la région parisienne.

Le 24 octobre, une pétition pour la réunification, longue de 20 mètres, portant les milliers de signatures recueillies le 11 octobre, est remise à l'Elysée par le comité local de Paris et Région parisienne qui avait été créé le 22 mai.



Ce même comité organise, le 21 novembre, avec un très grand succès (8000 personnes) «Six heures d'animation pour l'unité de la Bretagne» sur le parvis de la gare Montparnasse.

Les lois de décentralisation de 1982 maintiennent la partition de la Bretagne

Le CUAB renforce son organisation pour la «Longue Marche»

1982 : les lois Defferre transforment les régions en collectivités territoriales avec un conseil élu au suffrage universel qui leur confère une légitimité républicaine.

Malgré la forte mobilisation en faveur de la réunification de la Bretagne, le ministre de l'Intérieur, G. Defferre consolide les Régions sans accepter la moindre retouche à un découpage régional imposé de façon autoritaire à la population et maintenu par le nouveau pouvoir.

La déception est à la hauteur de l'espérance mise dans la victoire de François Mitterrand pour mettre fin à l'injustice et au déni de démocratie que représente l'amputation de la Bretagne.

Des militants se découragent, d'autres s'attellent à la lourde tâche de sensibilisation de la population.

L'assemblée générale du 25 septembre 1982 à Nantes définit le CUAB comme une fédération d'organisations culturelles ou politiques. Les militants isolés doivent adhérer à B5 (à partir de 1990 ils adhéreront directement au CUAB).

Un bulletin trimestriel d'information est lancé: c'est «Le Courrier de l'Unité». La plaquette «La Bretagne à cinq départements, grande région européenne» situe les enjeux à leur véritable niveau.

Le président Patrick Mareschal, élu conseiller municipal de Nantes, démissionne pour éviter toute confusion entre sa responsabilité au sein du CUAB et son rôle politique.

Le 1er février 1983, Pierre-Yves Le Rhun, géographe à l'université de Nantes, devient le président, assisté de deux vice-présidents (Michel

François et Bernard Le Nail), d'un secrétaire (P. Nogues), d'un trésorier (Y.M. Le Gall) et d'un délégué à la presse (M. Noury).

Une action d'éclat fut d'organiser à Derval le 20 mai 1984 une «Fête de l'alliance Nantes-Rennes» pour souligner les effets nocifs (illustrés par le retard de la mise à 4 voies de l'axe routier) de la rivalité entre les deux villes, exacerbée par le découpage régional.

Les élections régionales de 1986 vont consacrer la transformation des régions administratives en collectivités territoriales dotées de conseils élus au suffrage universel. Le CUAB échoue à mobiliser l'opinion et les élus.

Les deux conseils de Région s'installent à Rennes et Nantes. En Loire-Atlantique, la région Pays de la Loire multiplie ses efforts pour s'imposer à la population.

L'opinion publique favorable à la réunification

Mais le moral remonte avec le sondage de 1986, commandé par FR3 Nantes. Réalisé pour démontrer que la population de Loire-Atlantique accepte les pays de la Loire, ce sondage se retourne contre ses inspireurs en révélant qu'une majorité de l'opinion (63%) est favorable à la réunification de la Bretagne.

En octobre 1986, Ronan Dantec devient président du CUAB et crée

en 1987 une radio associative, cofondée par le CUAB et Nantes-Ecologie, «Alternantes», qui émet, depuis, sur Nantes et Saint-Nazaire et constitue un outil de communication en faveur de la réunification et plus largement de la culture bretonne et de l'activité associative.

En 1988, P.Y. Le Rhun, soutenu par la commission Économie, publie «Bretagne et Grand Ouest» (Skol

Vreizh) qui constitue l'ouvrage de référence pour la réunification.

En 1988 encore, des membres nantais du CUAB créent l'association «BretagnePlus» pour développer des actions culturelles en Loire-Atlantique (conférences, expositions, Fest-Noz, concerts,...)

En 1989 Jean Cevaër devient président du CUAB. Il sera remplacé par Alan Viaouet en 1995.

L'identité bretonne revendiquée

La vague culturelle et musicale bretonne des années **1990** renforce l'identité bretonne de la Loire Atlantique.

La réunification va aussi bénéficier d'une évolution de fond des Bretons sur leur identité collective, longtemps refoulée et maintenant assumée.

Le mouvement culturel progresse partout, y compris en Loire Atlantique. Les chanteurs (Stivell, Tri Yann, Glenmor, Dan ar Braz, Ser-

vat...) se réfèrent à la Bretagne à 5 et entraînent les jeunes. De nombreux concerts et Fest-Noz sont programmés en Loire-Atlantique.

Les livres d'Histoire de la Bretagne se multiplient, notamment ceux de Skol Vreizh (*L'Ecole de Bretagne*) qui publie aussi une «*Géographie de la Bretagne*» (**1994**) incluant la Loire-Atlantique.

La population prend peu à peu conscience de la valeur, pour son

avenir, de son patrimoine dont le territoire fait partie.

La prise de conscience bretonne redynamise la contestation d'une partition qui pénalise la Bretagne en dispersant ses forces vives et en brouillant son image.

Bretagne... la Bretagne réelle ou la région administrative?

Formation des militants, information des citoyens, interpellation des élus

Toutes ces années, le CUAB continue son travail de réflexion et de terrain :

- journées de formation (**janvier 90, décembre 1991**)

- journées d'étude en **avril 1993** («*Des provinces aux régions futures*» avec J.Martray, W. Geiger, P.Y. Le Rhun, J. Cévaër) et à Redon le **20 novembre 1993**, en association avec Gwezenn et le COTEVI sur le thème «*Aménagement du Territoire et découpages administratifs de la Bretagne et du Pays de Redon*»

- publication de nombreux documents

- interventions auprès des candidats lors des élections locales et nationales

- lancement par l'A.G. du **8 octobre 1994** d'une pétition qui rassemblera 5000 signatures.

- création (**août 1994**) à l'initiative de Robert Le Grand et Jean Cévaër de l'*Association Culturelle Sud-Bretagne* qui organisera chaque année un «*Festival Anne de Bretagne*» dans une ville différente de Loire Atlantique, avec le concours des associations culturelles locales.

- en **1995**, une des actions de «communication» des Pays de la Loire consiste à faire circuler un camion-forum visant le public scolaire. Des «incidents» obligent à doter le camion d'une protection policière et le dernier passage à Nantes (**17 décembre 1995**) sera annulé face à une manifestation de 1000 personnes à l'appel du CUAB et du «*Front contre les PDL*».

Ce «*Front contre les PDL*» a été créé par une nouvelle génération de militants qui vont développer de nombreuses actions médiatisées en faveur de la réunification.

- en **1996**, la nouvelle offensive de la région, un «Festival des lycées PDL», suscite de nouvelles manifestations et distributions de tracts aux lycéens.

En bref, le mouvement est resté créatif pendant cette longue traversée où la revendication pour la réunification semblait moins vivace. Mais Pierre-Yves Le Rhun, en revenant à la présidence du CUAB, le **5 octobre 1996**, trouve un outil en état de marche.

L'évolution des citoyens en faveur de la réunification et de l'identité bretonne restée souterraine du fait qu'aucun sondage ne la mesure entre 1986 et 1997, ne permet pas au CUAB de mesurer l'impact de ses actions sur l'opinion publique.

Le retour au premier plan de la revendication pour l'unité de la Bretagne

En quelques années, depuis **1998**, le mouvement pour la réunification redevient plus fort que jamais, avec notamment l'appui de sondages en Loire Atlantique (**1998, 1999, 2000 et**

2001) qui mettent en évidence un courant très majoritaire (de 62 à 75%).

Celui de **septembre 2000** sur l'ensemble de la Bretagne montre

que ce courant existe dans les 5 départements (moyenne de 65%, et 63% pour la région Bretagne), ce qui est un élément capital du dossier.

Les manifestations nantaises reprennent avec un élan renouvelé

- **Le 1er mars 1998**, 5000 personnes défilent pour obtenir du conseil général de Loire-Atlantique qu'il prenne position. Un bureau de vote installé Cours Saint-Pierre recueille

3032 bulletins qui plébiscitent la réunification, mais aussi la coopération avec les régions voisines

- **Le 6 mars 1999**, 3000 manifestants affrontent un temps

glacial pour obtenir une audience auprès du conseil général de Loire-Atlantique qui sera accordée le **8**, sans résultat.

(cf. photos en page 7).

BRETAGNE REUNIFIEE

NANTES, Cours St-Pierre, Dim. 1er Mars
(derrière la cathédrale)

Une région pertinente et bien gérée, c'est très important pour nos futurs emplois, car l'espace européen met en compétition les régions et leurs villes. Dans le même sens, la mondialisation de l'économie oblige les régions à être performantes dans la création d'emplois (développement local).

Une région pertinente, c'est un territoire avec un sentiment d'appartenance, une histoire et un patrimoine culturel, donc un nom connu en Europe, une solidarité pour affronter les problèmes... Les Pays de Loire, région uniquement administrative, ne peut pas être une région pertinente. Changeons ce découpage pénalisant!

Le Conseil Régional de Bretagne a voté le 30-6-97 que la réunification de la Bretagne avec le rattachement de la Loire Atlantique est légitime et souhaite un débat. Il faut lui répondre! L'enjeu, c'est la possibilité de trouver du travail en Bretagne. La réunification est une des conditions à réunir pour assurer le développement local. Agissons pour forcer la main à nos élus départementaux et régionaux!

JE VOTE (par tous les temps) à la consultation populaire sur l'organisation régionale. Quelle région voulons-nous? Le scrutin sera ouvert de 10H30 à 18H Cours St-Pierre. Texte des questions au verso.

JE MANIFESTE à 15H (par tous les temps) pour démontrer publiquement ma volonté de créer la région efficace dont nous avons besoin. Les Pays de Loire sont-ils plus résistants que le mur de Berlin?

Musique, chant, stands et je viens avec de l'ajonc ou des camélias...

COMITE POUR L'UNITE ADMINISTRATIVE DE LA BRETAGNE
3 Rue Harouys, 44000 Nantes



CONSULTATION INDICATIVE A NANTES LE 1er MARS 1998 SUR L'ORGANISATION REGIONALE

Les participants répondront par OUI ou par NON à 4 propositions:

1) la reconnaissance comme région administrative de l'ensemble formé par les cinq départements de la Bretagne historique (Côtes d'Armor, Finistère, Ille et Vilaine, Morbihan et Loire Atlantique).

2) le droit pour cette région de créer avec les régions voisines une structure permanente de concertation et de décision dans les domaines d'intérêt commun.

3) le droit pour la Bretagne de choisir la ou les villes où siègeront ses institutions.

4) la reconnaissance pour tous les habitants de la Bretagne des mêmes droits et devoirs, sans distinction d'origine, de confession, dans le meilleur esprit d'ouverture, de tolérance et de solidarité.

Une urne placée sur le Cours St-Pierre recueillera, de 10H30 à 18H, les votes de toute personne volontaire, âgée de 18 ans au moins et résidant ou étant née dans l'un des 5 départements bretons. Les bulletins de vote seront fournis sur place.

Pour en savoir plus sur la réunification de la Bretagne et/ou le CUAB, adressez ce bulletin au

Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne
3 Rue Harouys, 44000 Nantes

Nom et prénom:

Adresse avec code postal:

souhaite être informé(e) de l'évolution du dossier de la réunification

adhère au CUAB (70F par an)

aide le CUAB par l'envoi d'un chèque à l'ordre de: CUAB

Merci et à bientôt!

Le CUAB, indépendant de tout parti politique, réunit des dizaines d'associations et des personnes attachées à l'unité territoriale de la Bretagne.



1er juin 1998

Bureau de vote, Cours Saint-Pierre, Nantes :
3032 bulletins de vote (cf. ci-dessus) plébiscitent la réunification

(Photos Yves Lainé)



6 mars 1999

Le président du CUAB, Pierre-Yves Le Rhun, accueille Alan Stivell, fervent partisan de la réunification, qui va s'adresser aux manifestants, près du château des Ducs de Bretagne.

Le mouvement culturel s'engage fortement auprès du CUAB pour la réunification

La publication de la brochure «La Bretagne réunie pour l'Europe» améliore la diffusion de nos arguments.

Pour peser plus fort sur les élus, le CUAB s'associe le **12 octobre 2000** avec le Conseil culturel de Bretagne et l'Institut culturel dans le collectif des associations culturelles de Bretagne (CAC-B).

Ce Collectif représente, à travers les associations adhérentes, de 40 000 à 50 000 personnes. Le CUAB agit désormais comme groupe de pression du mouvement culturel breton.

Pour être davantage à l'unisson de la majorité (de toutes opinions politiques) qui soutient la

réunification, lors de l'A.G. du **5 novembre 2000**, le CUAB décide de ne plus admettre les partis politiques. A cette même date P.Y. Le Rhun démissionne pour raisons de santé et est remplacé par Alain Grand Guillot.

La manifestation organisée par le CAC-B à Nantes à l'occasion du 60^e

anniversaire du décret de Vichy du **30 juin 1941** est un grand succès (5000 personnes d'après les médias).

Joie et ferveur dans les rues: l'espérance vient de renaître après le voeu du **22 juin** du conseil général, suivi le 2 juillet par celui du conseil régional de Bretagne.

Les conditions de mise en marche du processus législatif pour la réunification administrative de la

Bretagne sont maintenant remplies et la balle est dans le camp du gouvernement, mais il est plus que jamais nécessaire d'exercer une forte pression sur les élus bretons comme sur le premier ministre.

Pour se consacrer à cette tâche, mais aussi faute de moyens financiers, le CUAB a renoncé au projet d'Assises territoriales lancé fin **1999** et remplacé par une journée d'étude le **28 janvier 2001** à Nantes.

Cela souligne les limites d'action d'un mouvement reposant uniquement sur le bénévolat et ne recevant aucune subvention. C'est sans doute le prix à payer pour sa liberté d'action au service de la Bretagne.

Mais le CUAB se porte bien: en **2001** les adhérents directs du CUAB passent de 300 à 800 en quelques mois.

L'année 2001 marque une nouvelle année charnière pour la réunification avec :

- pour la première fois la prise en compte de l'opinion majoritaire des Bretons des 5 départements par les conseillers régionaux de Bretagne et par les conseillers généraux de Loire-Atlantique au travers des votes à la quasi unanimité de vœux en faveur de la réunification

- un traitement enfin sérieux de la réunification par les médias qui cessèrent de considérer cette

revendication comme étant folklorique et reprirent les arguments économiques, sociaux, culturels, démocratiques... développés depuis des années par le CUAB.

La bataille de l'opinion est gagnée. Une bataille bien plus ardue, celle des institutions, reste à mener.

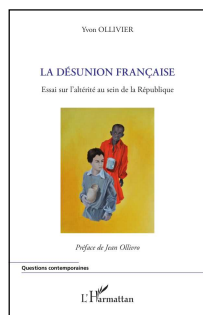
Une bataille d'autant plus difficile que la France reste un pays aux pouvoirs largement centralisés et jacobins où le maintien de certaines fonctions politiques et de certains postes administratifs liés favorisent l'immobilisme et justifient le statu quo.

(À suivre : 2^e partie, de 2002 à 2012)

Ils ne pourront pas dire qu'ils ne savaient pas

Il est rare qu'un livre en lien avec la Bretagne se retrouve dans les colonnes du supplément « *Le Monde des livres* ».

C'est ce qui vient d'arriver, le 28 juin dernier, au livre d'Yvon OLLIVIER « La désunion française essai sur l'altérité au sein de la République » éd. l'Harmattan. Cet ouvrage au succès inattendu évoque le processus de débretonnisation à l'œuvre en Loire-Atlantique et le resitue dans le cadre juridico-politique jacobin.



Comment la « patrie des droits de l'homme » en est-elle arrivée à promouvoir ainsi des pratiques consistant à éradiquer une identité d'un territoire donnée pour la remplacer par une autre inventée de toutes pièces, au nom d'un découpage administratif à l'absurdité inégalée en Europe? Ce qui soulève l'incompréhension de nos amis européens ne pose aucune difficulté à nos responsables pari-

siens et aux puissants notables locaux. Mais désormais, ils ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas.

Ce modèle jacobin dénoncé par l'auteur est un échec consommé et s'abîme dans la négation des droits culturels. Il entretient la structure économique, sociale et territoriale la plus inégalitaire et le tout au nom du principe d'égalité. Qui pourra encore nous faire croire que des hommes en guerre perpétuelle contre eux-mêmes, au sein d'un cadre territorial incapable d'appréhender leur diversité pourraient réussir dans la mondialisation ?

Si l'économie française rencontre aujourd'hui l'échec annoncé, elle ne le doit qu'au refus de concevoir un modèle de développement ouvert aux hommes et à la diversité du pays. Ces millions d'euros que la région des Pays de la Loire s'emploie à dépenser inutilement chaque année

en communication en sont la meilleure illustration.

La Bretagne enfin réunie et dotée de compétences suffisantes pour concevoir son propre modèle de développement dans la mondialisation constituerait un formidable levier pour la croissance. Comment peut-on encore s'en priver ?

ALTERNANTES FM : radio associative créée en 1987 par un collectif, dont « Bretagne Réunie ». Nantes (98.1 MHz) et Campbon/St-Nazaire (91.0 MHz).

Écoutez aussi *Alternantes FM* en format libre sur <http://alternantesfm.net>

Rédaction : 09 50 96 13 12
redactionalternantes@gmail.com

Programmation musicale :
02 40 93 04 71

gael@alternantesfm.net

Administration : 02 40 93 26 62
manu@alternantesfm.net

98.1 nantes
@alternantes FM
st nazaire 91

Décès de Jean-Paul Moisan

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès de notre ami Jean-Paul Moisan.

Jean-Paul était né dans le Poher en 1957, il est décédé d'un accident de mer, le 17 août 2012 à l'âge de 55 ans. Nos pensées vont tout d'abord à sa famille, sa femme, ses enfants, ses parents. Nous leur avons présenté nos condoléances les plus sincères lors de la cérémonie religieuse à Basse-Goulaine en présence de plusieurs membres de Bretagne Réunie.

Jean-Paul a été professeur de médecine au CHU de Nantes et responsable du service de génétique. Il a quitté le CHU pour

créer l'institut génétique Nantes Atlantique (IGNA).



Cet institut a été le plus important laboratoire spécialisé dans les affaires judiciaires et dans la recher-

che sur l'ADN.

Membre fondateur du Parti breton, vice-président du Locarn, il a agi avec ses nombreuses relations pour le rattachement de la Loire-Atlantique.

Toujours disponible pour notre cause malgré son travail très prenant : nous avons perdu plus qu'un ami, un frère. La Bretagne a perdu un ardent défenseur, une forte personnalité, lui qui avait plaidé la réunification à l'Élysée, directement avec le président Nicolas Sarkozy.

Jean-Paul, tu nous manques déjà, et tu nous manqueras toujours. Sois sûr que nous poursuivrons ton combat pour la Bretagne.

3 octobre 2012 : Des membres de Bretagne Réunie et de l'ICB au colloque Val de Loire / Unesco à Tours

Le mercredi 3 octobre a eu lieu à Tours une journée d'échanges et débats pour le douzième anniversaire du classement du Val de Loire dans les sites du Patrimoine mondial de l'Unesco.

Des Bretons se sont déplacés de Paris et de Nantes pour y assister, représentants de l'Institut culturel de Bretagne (ICB) et de Bretagne Réunie, association qui est membre de la plateforme de l'Agence des Droits Fondamentaux de l'Union Européenne (c'est ainsi qu'ils se sont présentés à l'accueil, comme aux différents interlocuteurs qu'ils ont rencontrés au cours de la journée).

Nos raisons d'assister à ce colloque

À l'initiative d'Alain Peigné, venu de Paris, membre du C.A. de Bretagne Réunie et de son comité local de Paris, nous avons considéré qu'il était important d'aller sur place, en Val de Loire, pour pouvoir discuter avec la «Mission Val de Loire», organisatrice. Étaient également présents Jean-Pierre Levesque pour l'ICB, et représentant Jean-François Le Bihan, président actuel de Bre-

tagne Réunie, ainsi que son prédécesseur Paul Loret.

Nous voulions :

- Faire connaître le projet de découpage du Nord-Ouest de la France «en 4 régions fortes (...)»
- Appuyer une identité Val de Loire
- Proposer une Région «Val de Loire» (au lieu de «Centre»)
- Dénoncer le projet d'extension à la Loire-Atlantique de la zone classée Val de Loire par l'Unesco .

De plus, suite à l'intervention de Bretagne Réunie à Paris («Bretagne Réunie remet un texte à l'Unesco : le Patrimoine Mondial Val de Loire bafoué»), lors de la soirée de lancement du 40e anniversaire du Patrimoine Mondial, le lundi 30 janvier dans les salons de l'Unesco place Fontenoy, nous nous devions d'être sur place.

Les discours d'introduction

Nous avons noté l'absence de Jacques Auxiette, président de la Région Pays de Loire, excusé, et écouté avec attention les discours d'introduction du sous-préfet d'Indre-et-Loire Michel Camux, de

Jean Germain, sénateur-maire de Tours, de François Bonneau, président de la Région Centre, nouveau président de la Mission Val de Loire. Celui-ci a confié que la région Centre manque d'identité et pense que la mise en lumière par le classement Unesco va la conforter dans une affirmation plus forte, par les Projets de la Mission Val de Loire.

Ensuite Madame Christina Cameron, qui prépare un livre pour 2013 : «Histoire de la Convention du patrimoine mondial 1972-2000», avec Mechthild Rössler de l'Unesco, en a présenté le contenu dans son intervention.

Elle a noté que l'Unesco a eu du mal à suivre l'évolution des sites classés à cause de leur multiplicité (900) ou à cause d'un certain laxisme dans leur gestion. Elle précise que l'Unesco a la volonté de faire respecter le bien-fondé du «Label Patrimoine Mondial».

Elle signale que, récemment, l'Unesco a déclassé deux sites, dont l'un, où avait été construit un pont moderne qui le dénaturait en tant que site patrimonial. Elle a signalé que pour le choix des nou-

veaux sites proposés en classement, ce sont les politiciens qui ont pris le dessus sur les experts scientifiques. Leur influence crée un déséquilibre par un certain laxisme dans leur gestion. Elle plaide pour un retour aux normes premières : revenir à l'expertise, redresser la barre.

Nos actions

- Auprès de Christina Cameron

Après la table ronde, les délégués bretons ont pu rencontrer Mme Cameron en aparté et lui exprimer leur inquiétude quant à une éventuelle extension de la zone Val de Loire du Patrimoine Unesco sur le département breton de la Loire-Atlantique, estuaire de la Loire compris. Madame Cameron, après avoir été longtemps membre du Comité de classement du Patrimoine de l'Unesco, n'en était pas la représentante, mais reste observatrice (c'est à ce titre qu'elle a été invitée pour présenter l'évolution de la Convention en exposant le contenu de son livre à venir).

Elle a écouté avec beaucoup d'attention et d'intérêt notre remarque, prenant conscience de la réalité du fait que le site Val de Loire peut être utilisé à des fins de débretonnisation politicienne de la Loire-Atlantique, et du risque pour la population d'être définitivement coupée des racines bretonnes du territoire, comme nous le lui avons souligné.

Elle a répondu « La France est organisée de manière très complexe administrativement... », mais a assuré qu'elle a pris bonne note de notre message. Bretagne Réunion lui a remis en appui de nos propos le dépliant de 4 pages expliquant la situation.

- Auprès des associations

L'après-midi, 50 associations présentaient leurs réalisations et/ou projets. La délégation bretonne a visité tous les stands du tissu associatif. Elle a échangé avec divers acteurs bénévoles de ces as-

sociations, en toute cordialité, et même souvent très chaleureusement, sur la nécessité de renforcer les identités régionales, comme le souhaite M. Bonneau, de consolider, développer une identité propre au Val de Loire à travers le classement Unesco.

Les Bretons ont montré un vif intérêt pour une vraie région Val de Loire, affirmée, définie, évolutive, avec beaucoup de projets de développement dans le respect de son cadre géographique, de la nature, des terres agricoles et ont pu constater que ces échanges ont mis en évidence un grand enthousiasme du monde associatif dans ce sens. Tous ont accepté avec plaisir le dépliant 4 pages de Bretagne Réunion. Nous en avons aussi laissé à discrétion sur la table prévue à cet effet.

- Auprès de la directrice de la Mission Val de Loire

En fin de journée, de plus en plus enthousiastes aussi, nous avons pu rencontrer rapidement madame Isabelle Longuet, qui présentait les intervenants du matin en tant que directrice de la Mission Val de Loire.

Mme Longuet a accepté avec intérêt, outre le dépliant 4 pages, l'idée de nous rencontrer à nouveau à Tours, un prochain samedi, avec plus de temps, pour échanger sur les rapports Val de Loire / Loire-Atlantique. Paul Loret, signataire de nombreux courriers et courriels avec l'Unesco, Alain Peigné de Paris et Jean-François Le Bihan, président, sont pressentis.

Nos réflexions en conclusion

Bretagne Réunion poursuit sa campagne de "lobbying". Contrairement à ce qui se passe avec les responsables de la Région des Pays de Loire, nous avons constaté que les personnes de la Région Centre rencontrées sont des gens ouverts, qui acceptent de discuter sans aucun préjugé : en fait, ce sont « des gens normaux », avons-nous conclu...

N'y aurait-il pas un décalage ?

En Loire-Atlantique et dans la région des Pays de la Loire, un décalage entre la volonté associative et culturelle de ses habitants et la volonté politique d'assimilation de la Loire-Atlantique dans le Val de Loire ?

Nous avons remarqué que de cette journée il ressort que :

- Les habitants du Val de Loire et leurs élus sont en symbiose pour leur identité, aspiration qui correspond à celle des Bretons pour leur identité, mais la région Pays de Loire brouille la carte.

- Nous avons eu un témoignage supplémentaire aujourd'hui du décalage entre la société civile représentée par les associations du Val de Loire et les associations bretonnes qui subissent les basses manoeuvres politiciennes en Loire-Atlantique parce que leurs aspirations sont contraires aux aspirations des politiques qui voient dans les Pays de la Loire une rente de situation.

- Par conséquent il semble plus pertinent de s'adresser, au sujet du projet d'extension, à des représentants de la Mission Val de Loire qui, eux, sont réceptifs, qu'à des représentants des Pays de la Loire, déconnectés des citoyens. ■

BRAVO

ANGERS LOIRE MÉTROPOLE

Dans son plan d'actions opérationnel pour renforcer l'attractivité et affirmer l'identité économique du territoire, un plan de promotion ambitieux est prévu. Il comprend le déploiement de la marque "Angers Loire Valley".



Cette marque s'appuie naturellement sur un territoire connu à l'international, le Val de Loire, qu'elle considère comme « marche-frontière entre Armorique et pays de la Loire, entre Normandie et Aquitaine », et non sur une région administrative aux limites difficilement identifiables étrangement nommée « Pays de la Loire », puisque ce fleuve n'en arrose que 2 des 5 départements.

Bretagne Réunie

Le Courrier de l'Unité

ISSN: 0756-0044

Bulletin périodique de BRETAGNE RÉUNIE,
association «loi de 1901»,
enregistrée sous le n° 0442011839.

Siège social : Ti Keltiek, 3 rue Harrouys, Nantes

Directeur de la publication :

Jean-François Le Bihan

Rédacteur en chef :

Stéphane Briand

Comité de rédaction :

André Corlay, Stéphane Briand

Ont participé à ce numéro :

Pierre-Yves Le Rhun, Gérard Olliéric,

Jacques Chotard, Didier Berhault

Alain-Francis Peigné, Paul Loret,

Maryvonne Cadiou, Jean-Pierre Levesque

Photographies :

Yves Lainé,

Agence Bretagne Presse

Tirage 3 000 exemplaires

Dépôt légal à parution

Contact : 06 82 67 19 46

www.bretagne-reunie.org

contact@bretagne-reunie.org

Imprimerie La Contemporaine

11 rue Edouard Branly

44985 Sainte-Luce-sur-Loire cedex

Imprimé en Bretagne

Et vous-même ?

votre couple...

votre association...

nous avons besoin de vous !

pourquoi ne pas adhérer à ...

Bretagne Réunie ?

Téléphonez-nous ou écrivez-nous

Indiquez-nous vos :

NOM

Prénom(s)

Adresse

Courriel

Cotisation 2013

Première adhésion 12 euros

Faible Revenu 5 euros

Individuel 26 euros

Couple 36 euros

Association 37 euros

Soutien : don libre

BRETAGNE RÉUNIE - BREIZH UNVAN

BP 49032 – 44090 NANTES CEDEX 1

Contact : 06 82 67 19 46

www.bretagne-reunie.org

Courriel : contact@bretagne-reunie.org

Prix International de Poésie Bretagne Réunie

(Thème 2011 : « Le mur » : il y a eu 44 candidats... heureux hasard !)

Après le merveilleux lauréat, voici un candidat plus... militant !

Me 'zo ur Berlinad (Je suis un Berlinois) (*)

**Les Hommes, disait Newton, immense physicien,
Construisent trop de murs et pas assez de ponts.
Avides de pouvoir, trop de politiciens
Pavent leur pré carré de viols et d'annexions.**

**Pour conquérir le monde, un accès de folie
Mena les allemands par un mauvais chemin.
Mais toi, damnée Bretagne, quel crime as-tu commis
Pour rester mutilée vingt ans après Berlin ?**

**Miraculeusement son mur enfin tombé
Réunifia un jour ce beau pays d'Allemagne.
Mais une Région d'Europe restait défigurée
Car un mur de la honte ampute la Bretagne.**

**De Nantes furent envoyées géantes marionnettes
Célébrer la naissance de la nouvelle Allemagne.
Quel maléfice, ici, me prive d'une telle fête
Et perpétue ce mal qui ronge ma Bretagne ?**

**Vieux pays de nos pères, tu as su conserver,
Près de mille deux cents ans, intactes tes frontières.
Crains ce vénal serpent qui veut te diviser,
Jaloux de l'unité de ton peuple si fier.**

**La France, pays qui se dit démocratique,
D'un tiers de tes richesses prétend faire ablation
D'un vilain coup de plume sur la Loire-Atlantique,
Méprisant le courroux de ta population.**

**Héritée de Vichy pour briser les Bretons,
L'idée reste une aubaine pour maints opportunistes,
Cette démarcation étant belle occasion
De nombreux trônes dorés et sièges d'arrivistes.**

**Celui qui ne travaille que pour ses intérêts
De la démocratie réjouit les fossoyeurs.
Il ne prend guère soin de sa postérité
En dédaignant ainsi ses propres électeurs.**

**Quel est donc ce mystère, dès que vous êtes élus
Pour votre savoir-faire et votre probité,
Qui tend à faire de vous, des urnes frais émoulus,
Ces félons prêts à vendre même leur identité ?**

**Foin de vos boniments, girouettes de salons,
Fi de vos beaux discours, de vos feintes promesses.
Abattez là ce mur qui fâche les Bretons
Ou le prochain scrutin vous bottera les fesses.**

André Corlay,

*Breton du sud, isolé de son peuple par un mur de la honte administratif
entretenu par une poignée de lobbies franchouillards pourfendeurs de
la démocratie et leur éternelle peur de cette Bretagne dont ils sont si
désespérément jaloux de l'identité qu'ils rêvent de la détruire...*

(*) Titre inspiré du fameux " Ich bin ein Berliner ", de John Fitzgerald Kennedy à Berlin-Ouest, le 26 juin 1963. Texte inspiré en 2010 par la célébration du vingtième anniversaire de la chute du mur de Berlin

HARO ÉLISABETH MAFART D'OUEST-FRANCE

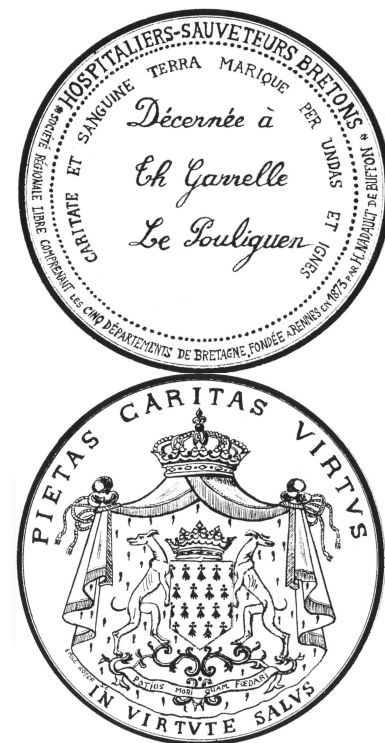
Dans un article consacré à la rénovation du Sillon de Bretagne à Saint Herblain (44) titré « Derrière les travaux du Sillon, il y a une histoire » publié dans l'édition du 14 juin 2012, la journaliste accomplit l'exploit de citer 13 fois le terme « Sillon » sans jamais utiliser le terme « Bretagne ».

HARO LE SITE DE LA SNSM PRIS EN FLAGRANT DÉLIT (SUITE)

Un lecteur nous écrit, suite à notre « Haro » du n° 77 qui dénonçait la SNSM, héritière des HSB « Société des Hospitaliers Sauveteurs Bretons » créée en 1873, et qui refait l'histoire avec 4 départements bretons.

Voici ce qu'elle ose dire sur son site à propos de son illustre ancêtre : « Cette association apparaît comme une société de secours mutuel avant de s'intéresser à la création de postes de secours, d'abord **au bénéfice des quatre départements bretons** avant d'essaimer sur tout le littoral »

Voici ci-dessous la photo de la médaille de Théodore Garelle, du Pouliguen (1824-1904), arrière-grand-père de ce lecteur, qui illustre parfaitement la bassesse et la variété des manœuvres « débretonnisantes » de la Loire-Atlantique. Lisez-en bien les inscriptions au bas du recto : « Où est-il question de 4 départements ? ». Si ce n'est pas ça, le révisionnisme, ça lui ressemble bigrement !



HARO PASSEPORT TOURISME & LOISIRS EN 44, ÉDITION 2012

Cette brochure, éditée à 250 000 exemplaires par JMD Publicité Média, filiale nantaise d'Andégave Communication, agence de Communication Hors Média et Régie publicitaire, dont le siège est à Angers, n'hésite pas à vanter le château de Goulaine, « édifié sur les marches de Bretagne », comme « l'unique château de la Loire privé en Loire Atlantique, demeure de la famille de Goulaine depuis 1000 ans, témoignage de la douceur de vivre de la vallée des Rois de

France, au cœur du Vignoble Nantais ».

Et allez donc ! Deux mensonges passent plus facilement qu'un seul ! Et après tout, les touristes ne sont-ils pas tous des abrutis ? En tous cas, on les considère comme tels, quand on lit la brochure de visite du château de Serrant, à Saint-Georges-sur-Loire (49), juste avant la frontière bretonne d'Ingrandes / Le Fresne-sur-Loire, qui stipule à juste titre qu'il est « le plus occidental des châteaux de la Loire »... **et là, c'est vrai !**

HARO CYMRU ET SON STAND DU F.I.L.

Le Pays de Galles cousin a, encore une fois, été pris en flagrant délit d'irrespect pour son hôte, le Festival Interceltique de Lorient. Cette fois, il ne peut plus plaider la bonne foi, vu qu'on lui a déjà fait remarquer, il y a au moins 2 ans, que son immense carte murale sensée décorer son stand était prise comme une injure à la nation bretonne, vu qu'elle représente... la Bretagne estropiée, dite « B4 » dans le langage des militants... comment s'étonner qu'un de ces derniers ait alors « vu rouge » et ait entrepris, au grand dam du proprio, de corriger cette aberration ?

BRAVO LES MILITANTS DE BRETAGNE RÉUNIE

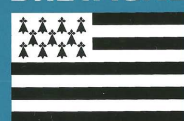
De juin à septembre, nombreux furent ceux qui donnèrent de leurs temps sur les stands de Bretagne Réunie, installés au cœur des festivals de l'été, de Pornic à Lorient en passant par Guérande et La Baule, etc.

Cette présence estivale permet de continuer de populariser la réunification, d'affûter l'argumentaire mais aussi de se rendre compte que cette revendication est partagée par un nombre croissant de citoyens.

Cette présence permet aussi de motiver de nouvelles adhésions et de renforcer notre trésorerie par la vente de produits.

BRAVO IL S'ENHARDIT

BRETAGNE



BREIZH

44

Il est partout. Il est gratuit. Demandez-le sur nos stands, à nos adhérents, par téléphone ou par courriel. (Participation appréciée). Votre voiture le demande : ne la faites plus attendre.

BRAVO À JACQUES SAYAGH DE OUEST-FRANCE

Dans l'édition de OF du 30 juillet 2012 « A la poste, les factrices ont leur débardeur », Jacques Sayagh écrit « Et c'est une histoire 100% bretonne. A Nantes.... A Quimper... »

D'autres journalistes moins attentifs au respect de leurs lecteurs et des territoires auraient écrit dans un style technocratique et une posture pseudo moderniste « et c'est une histoire 100% de l'Ouest... » pour ne pas dire « 100% à l'Ouest ».

30 JUIN 2012 : BRAVO LES RASSEMBLEMENTS

Pour l'anniversaire du décret du 30 juin 1941 qui sépara administrativement pour la première fois la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne, ce sont 15 rassemblements qui se déroulèrent devant les préfectures et sous-préfectures de Bretagne ainsi qu'un rassemblement à Paris.

Ces rassemblements furent l'occasion d'adresser, par le biais des préfets et sous-préfets, un courrier au Président Hollande pour rappeler l'attente de plus en plus forte et déterminée des Bretons à voir leur territoire réunifié.

C'est la première fois qu'un nombre aussi important de rassemblements était enregistré pour ce type d'opération.

Rendez-vous en juin 2013 !

SOMMAIRE :

1. Édito:
Arrêtons le gaspillage
2. Au secours,
le Grand Ouest arrive
- 3-8. Histoire du combat pour
la réunification (1972-2001)
- 9-10 Colloque UNESCO / Val
de Loire à Tours.
11. Prix international de poésie
de Bretagne Réunie
12. Haro-Bravo.